

COMPTE DE RESULTAT

**COPIE CERTIFIÉE
CONFORME**

RUBRIQUES	France	Export	1/01/2024 (12 mois)	1/01/2023 (12 mois)
Ventes de marchandises	37 554 195		37 554 195	43 175 334
Production vendue biens	4 720 501		4 720 501	4 145 118
Production vendue services	689 881		689 881	486 088
Chiffres d'affaires Nets	42 964 577		42 964 577	47 806 540
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues		27 167		17 867
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges		404 128		382 608
Autres produits		285 558		49 064
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		43 681 429		48 256 078
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		31 488 319		37 580 959
Variation de stock (marchandises)		88 209		337 632
Achats de matières premières et autres approvisionnements		149 447		144 872
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements		-569		-17 427
Autres achats et charges externes		2 898 182		2 674 538
Impôts, taxes et versements assimilés		589 721		689 950
Salaires et traitements		4 164 455		3 884 224
Charges sociales		1 031 560		922 189
Dotations aux amortissements sur immobilisations		1 046 724		1 016 692
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant		171 868		158 257
Dotations aux provisions pour risques et charges		18 785		25 066
Autres charges		33 018		13 119
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		41 679 720		47 430 071
RESULTAT EXPLOITATION		2 001 709		826 007
Bénéfice attribué ou perte transférée		236 522		322 654
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations		8 484		1 470
Produits des autres valeurs mobilières				
Autres intérêts et produits assimilés				2
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS		8 484		1 471
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées		46 111		51 488
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES		46 111		51 488
RESULTAT FINANCIER		-37 626		-50 017
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		2 200 605		1 098 644

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

Présenté en Euros

RUBRIQUES	31/01/2024 (12 mois)	31/01/2023 (12 mois)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	26 785	42 608
Reprises sur provisions et transferts de charges	46 955	46 955
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	73 740	89 563
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	988	1 079
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	35 962	5 389
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	769	3 488
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	37 720	9 955
RESULTAT EXCEPTIONNEL	36 020	79 608
Participation des salariés	421 777	262 075
Impôts sur les bénéfices	455 682	140 003
TOTAL DES PRODUITS	44 000 174	48 669 766
TOTAL DES CHARGES	42 641 009	47 893 592
RESULTAT NET	1 359 166	776 174
Dont Crédit-bail mobilier		
Dont Crédit-bail immobilier		

BILAN ACTIF

Présenté en Euros

	31/01/2024 (12 mois)			31/01/2023 (12 mois)
	Brut	Amort.Déprect°.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	70 259	65 589	4 670	8 125
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Avances & acomptes sur immo. Incorpor.				
Terrains	1 141 857	157 127	984 730	986 421
Constructions	10 260 519	4 415 119	5 845 400	6 349 264
Installations tech., matériel et outillage indus.	2 984 098	1 424 897	1 559 200	1 792 991
Autres immobilisations corporelles	800 799	439 074	361 725	266 595
Immobilisations en cours	81 042		81 042	1 800
Avances & acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participat° évaluées selon mise en équival.				
Autres participations	683 704		683 704	663 661
Créances rattachées à des participations	27 876		27 876	27 876
Autres titres immobilisés	467 363		467 363	467 363
Prêts				
Autres immobilisations financières	188 108		188 108	177 272
ACTIF IMMOBILISE	16 705 626	6 501 807	10 203 820	10 741 369
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	56 126		56 126	55 558
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	3 278 165	147 149	3 131 016	3 213 312
Avances & acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	515 519	24 719	490 799	240 485
Fournisseurs débiteurs				
Personnel	7 553		7 553	3 360
Organismes sociaux				7 725
Etat, impôts sur les bénéfices				
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	185 685		185 685	139 443
Autres	1 657 906		1 657 906	1 951 876
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	301 984		301 984	283 713
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	168 231		168 231	186 042
ACTIF CIRCULANT	6 171 169	171 868	5 999 301	6 081 514
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 876 795	6 673 675	16 203 120	16 822 884

BILAN PASSIF

Présenté en Euros

	31/01/2024 (12 mois)	31/01/2023 (12 mois)
Capital social ou individuel	52 352	52 352
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	137 036	137 036
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	5 235	5 235
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 929 266	3 928 556
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 359 166	776 174
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	487 684	533 870
CAPITAUX PROPRES	5 970 739	5 433 223
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	87 785	94 066
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	87 785	94 066
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 261 516	6 130 890
Découverts, concours bancaires	198 590	525 414
Emprunts et dettes financières diverses	184 495	187 941
Associés	280 439	12 619
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	18 902	14 969
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 513 173	2 900 735
Personnel	900 110	756 706
Organismes sociaux	339 523	258 479
Etat, impôts sur les bénéfices		
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	116 469	100 447
Etat, obligations cautionnées		
Autres impôts, taxes et assimilés	183 632	227 096
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		271
Autres dettes	140 198	165 865
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	7 549	14 163
DETTES	10 144 596	11 295 594
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	16 203 120	16 822 884

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**PRINCIPES - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2023 au 31/01/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en Euros.

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun événement ayant une incidence significative sur les états financiers et leur comparabilité par rapport à l'exercice précédent n'est à mentionner sur l'exercice.

II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**1. PRINCIPES GENERAUX**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/01/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'arrêté des dits comptes annuels.

En 2005, pour l'application de ces règlements, l'entreprise avait choisi la méthode prospective.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3. MODE ET METHODE D'EVALUATION**✓ Immobilisations Incorporelles**

Les immobilisations incorporelles et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Ces actifs sont amortis sur des durées allant de 1 à 7 ans.

✓ Immobilisations Corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	30 ans
- Agencement et aménagement des constructions	10 à 20 ans
- Matériels et outillages	5 à 7 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel informatique & bureau	4 ans
- Mobilier	10 ans

La société ne bénéficie pas de la dérogation PME. Les immobilisations sont donc amorties selon des durées d'utilisation, revues chaque exercice.

➤ Immobilisations Financières et Valeurs Mobilières de Placement

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les titres immobilisés ont été dépréciés, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

➤ Stocks et en-cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition PNR, PNR qui compte tenu de la forte rotation des stocks, peut être considéré au prix du premier entré, premier sorti (méthode FIFO).

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

➤ Créances, Dettes et Liquidités

Les créances, dettes et liquidités sont évaluées pour leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire (en pratique la valeur probable de recouvrement) est inférieure à la valeur comptable.

➤ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction du risque estimé par l'entreprise en tenant compte des derniers éléments connus à la date d'arrêté et conformément au principe de prudence.

La différence entre le risque estimé et le risque maximal, correspondant par exemple aux demandes des parties adverses en cas de litige, correspond à un passif éventuel mentionné en annexe du tableau des provisions pour risques et charges.

➤ Engagements en matière de retraite**Option retenue :**

Conformément au choix laissé par le Code de Commerce, l'entreprise ne comptabilise pas ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite en provision pour risques et charges mais mentionne son évaluation en engagements hors bilan.

Méthode de calcul retenue :

Pour l'évaluation de ses engagements retraite, l'entreprise applique la recommandation 2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 : Le champ d'application de cette recommandation et les traitements adoptés sont ceux de la norme IAS 19 «Méthode Rétrospective des unités de crédit projetées »(P.B.O)

P.B.O (Projected Benefit Obligation) : Représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalué en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de Turn-over et de survie.

Cette méthode retient comme base le salaire de fin de carrière.

Les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Le taux d'actualisation retenu au 31/01/2024 est de 3.30 % ,

Les engagements sont évalués pour un âge de départ à la retraite fixé à 65-67 ans et incluent les charges sociales.

Le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/01/2024 s'élève à 301 017.14€

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 16 705 626 €

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	80 508		10 249	70 259
Immobilisations corporelles	14 903 867	542 843	178 395	15 268 315
Immobilisations financières	1 336 173	30 883	5	1 367 052
TOTAL	16 320 549	573 726	188 649	16 705 626

Amortissements et dépréciations d'actif = 6 501 807 €

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	72 384	3 454	10 249	65 589
Immobilisations corporelles	5 506 796	1 043 270	113 848	6 436 217
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	5 579 180	1 046 724	124 097	6 501 807

Etat des créances = 2 750 877 €

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	215 984		215 984
Actif circulant & charges d'avance	2 534 893	2 534 893	
TOTAL	2 750 877	2 534 893	215 984

Dépréciations = 171 868 €

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours	153 062	147 149	153		147 149
Comptes de tiers	5 195	24 719	5 195		24 719
Comptes financiers					
TOTAL	158 257	171 868	5 348		171 868

Produits à recevoir par postes du bilan = 1 403 020 €

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	437 561
Autres créances	965 459
Disponibilités	
TOTAL	1 403 020

Charges constatées d'avance = 168 231 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 52 352 €

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	3272	16.00	52 352
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	3272	16.00	52 352

Variations capitaux propres :

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres
Situation à la clôture N-1	52 352	137 036	3 933 791	776 174	4 899 363
Affectation de résultat			710	<776 174>	
Dividendes				775 464	
Résultat de l'exercice				1 359 166	
Subventions d'investissement					
Situation à la clôture N	52 352	137 036	3 934 501	1 359 166	5 483 055

Provisions = 575 469 €

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées	533 870	769	46 955	487 684
Provisions pour risques & charges	94 066	18 785	25 066	87 785
TOTAL	627 936	19 554	72 021	575 469

Les provisions réglementées sont constituées des amortissements dérogatoires.

Les provisions pour risque sont constituées des risques liés aux « Tickets Leclerc ».

Etat des dettes = 10 125 694 €

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	5 460 106	987 393	3 201 423	1 271 290
Dettes financières diverses	464 934	464 934		
Fournisseurs	2 513 173	2 513 173		
Dettes fiscales & sociales	1 539 734	1 539 734		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	140 198	140 198		
Produits constatés d'avance	7 549	7 549		
TOTAL	10 125 694	5 652 981	3 201 423	1 271 290

Dettes représentées par des effets de commerce = 240 599 €

Origine des effets de commerce	Montant
Dettes financières	
Fournisseurs et assimilés	240 599
Autres dettes	
TOTAL	240 599

Charges à payer par postes du bilan = 1 305 329 €

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	2 907
Emp.& dettes financières div.	683
Fournisseurs	471 464
Dettes fiscales & sociales	822 729
Autres dettes	7 545
TOTAL	1 305 329

Produits constatés d'avance = 7 549 €

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 42 964 577 €

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	37 554 195	87 %
Ventes de produits finis	4 707 356	10 %
Ventes de produits résiduels	13 145	0 %
Prestations de services	826 835	1 %
Produits des activités annexes	45 660	0 %
Rabais, remises & ristournes accord	-182 614	-0 %
TOTAL	42 964 577	100.00 %

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Incidence fiscale du dérogatoire	Montant
Résultat net de l'exercice	1 359 166
Impôts sur les bénéfices	455 682
Résultat comptable avant impôts	1 814 847
Variation des prov. Réglementées	-46 186
Résultat hors impôts et dérogatoire	1 768 662

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.
On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	8 350
Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de service	
TOTAL	8 350

Engagements Financiers donnés :

Nature des engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Engagements assortis de sûretés réelles	5 258 609
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de retraite	301 017
Médaille du travail	
Autres engagements	
TOTAL	5 559 626

Identité de la société consolidante :

Au 31/01/2016, la société MAZEDIS a été consolidée dans le groupe NAVARDIS, dont la société consolidante était la SAS NAVARDIS pour la première fois.

Au 31/01/2017, le groupe NAVARDIS ne dépasse plus les nouveaux seuils obligeant à produire des comptes consolidés.

Par ailleurs, la société MAZEDIS est devenue filiale du nouveau groupe intégré dont la tête de groupe est NAVARDIS à compter du 01/02/2016.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 1 403 020 €

Produits à recevoir sur cits et comptes rattachés	Montant
Clients factures a etablr (41810000)	218 276
Scalandes marges arrieres a rece(41810001)	219 286
TOTAL	437 561

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Scalandes marges arriere a rec. (40980000)	648 927
Fournisseur avoir a recevoir (40980100)	69 477
Fourn. rist 2023 a recevoir (40982003)	4 250
Produits a recevoir (46870000)	6 283
Debiteurs divers (46871000)	236 522
TOTAL	965 459

Charges constatées d'avance = 168 231 €

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constataees d'avance (48600000)	168 231
TOTAL	168 231

Charges à payer = 1 305 329 €

Emprunts & dettes auprès des étab. de crédit	Montant
Interets courus sur emprunts (16884000)	2 907
TOTAL	2 907

Emprunts & dettes financières diverses	Montant
Interets sur participation (16886000)	683
TOTAL	683

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fournisseur facture non parvenue(40810000)	471 464
TOTAL	471 464

Dettes fiscales et sociales	Montant
Personnel prov. c. payes (42820000)	397 577
Personnel autre ch. a payer (42860000)	79 703
Charges sociales/c. payes (43820000)	90 944
Organis. autres charges a payer (43860000)	77 582
Etat, charges a payer (44800000)	28 876
Taxe apprentissage (44860200)	3 860
Aide a la construction (44860300)	19 994
Organic contrib. solidarite (44860400)	41 333
Organic taxe gd surface (44860500)	82 860
TOTAL	822 729

Autres dettes	Montant
Clts av a etabliir ..sci galerie (41980002)	7 545
TOTAL	7 545

Produits constatés d'avance = 7 549 €

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constates d'avance (48700000)	7 549
TOTAL	7 549

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
LA VALLEE	7 622	112 491	100.00	453 .53	453,53			17 041	10 447	
GALERIE GRAND SUD	1 500	131 106.84	99.00	164.51	164.51			321 026.41	238 910.84	236 521.73

**COPIE CERTIFIÉE
CONFORME**

A l'assemblée générale de la société MAZEDIS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de vos associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MAZEDIS relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2023 à la date d'émission de notre rapport.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- Le caractère approprié des principes comptables appliqués ;
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ;
- La présentation d'ensemble des comptes.

Evaluation des stocks

Les stocks représentent un poste significatif, il figurent à l'actif du bilan pour un montant net de dépréciation de 3,2M€.

La note « Stocks et en-cours » indique la méthode d'évaluation, ils sont comptabilisés selon la méthode du PNR, qui compte tenu de la forte rotation des stocks s'apparente à la méthode FIFO. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation.

Nos travaux ont consisté à :

- Contrôler les procédures mis en œuvre pour inventorier et valoriser les stocks ;
- Réaliser des tests sur la fiabilité des ces procédures ;
- Dans le cas d'une date d'inventaire différente de la date de clôture de l'exercice, contrôler les calculs permettant de ramener la valeur du stock à la date de clôture ;
- Réaliser des tests aléatoires sur le prix unitaire de certaines marchandises ;
- Valider les hypothèses de dépréciation retenues.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention



comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bayonne, le 01 juillet 2024

Le commissaire aux comptes

SAS EXCO CAUSSIMONT

Raphaël CAUSSIMONT